

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** { **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
**SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :**  
**Gaston CALMETTE**  
 TÉLÉPHONE { 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**DE VILLEMESSANT**  
 Fondateur  
**RÉDACTION**  
**ADMINISTRATION — PUBLICITÉ**  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS  
**ABONNEMENT**  

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise	15	30	60
Départements	18	37	75
Union Postale	21	50	85

 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## Oiseaux de nuit

Parlant de ce pandour d'Estherazy — et je me demande aujourd'hui si je ne le flatte pas en le traitant de pandour ! — je disais, ici même, il y a trois semaines :

« Il est temps que nos loyaux soldats, abusés et trompés comme le pays tout entier l'a été par un effréné débordement de mensonges, se détachent résolument de la cause de cet homme, répudient les louches manœuvres qui peuvent avoir été faites pour le sauver et comprennent que l'honneur de l'armée — cet honneur qui est un des plus chers trésors de la patrie — n'a rien de commun avec la ténébreuse aventure à laquelle Estherazy paraît de jour en jour avoir été plus étroitement mêlé, ni avec aucune des choses très laides qui se sont, hélas ! peut-être greffées sur elle... »

Ces paroles m'ont valu quelques lettres d'injures : car nous vivons en un temps et en un pays où règne, comme on sait, la liberté de penser. Je prie les correspondants délicats, mais distraits, qui m'ont fait la grâce de m'adresser ces lettres en oubliant de les signer, de vouloir bien prendre la peine de lire attentivement les pièces de la procédure du Conseil d'enquête devant lequel a comparu l'officier qui leur est cher.

Après quoi, je leur demanderais de me dire s'ils estiment toujours que j'ai attenté à l'honneur de l'armée, en déplorant pour elle qu'on ait montré une si étrange indulgence à l'égard d'un pareil homme.

Accusé d'être le véritable auteur de ce fameux « Bordereau », que l'on regarda dans quelque trois ou quatre mille ans, quand la France et sa langue disparaîtront, comme un personnage mystérieux et funeste, ayant avec son frère, le « Petit Bleu », bouleversé de fond en comble un grand pays... Estherazy vient d'être, au mois de janvier 1898, triomphalement acquitté par un Conseil de guerre sur le chef de trahison... Les « patriotes » sont en fête et se réjouissent bruyamment de la déconfection des mauvais Français qui avaient osé soupçonner, que dis-je ! accuser, ce loyal soldat.

Mais l'opinion publique, forcée capricieuse et incoercible, prompt à glisser entre les doigts de ceux qui s'en croient les maîtres, à se retourner contre eux avec la force d'un torrent, ils les balayer comme un fétu de paille — il est bon de le rappeler, en ce moment surtout — commence tout de même à s'émouvoir un peu des allures du gaillard.

Drôle d'homme, en effet, qui, dès le lendemain de son acquittement, a l'air de dissimuler avec peine une énorme envie de rire, comme s'il connaissait depuis peu quelque histoire prodigieusement divertissante, et comme s'il était obligé de se tenir à quatre pour s'empêcher de la conter, tant elle est amusante... Nous avons vu depuis, par ses propres confidences, ce qu'il y avait de si réjouissant à ses yeux dans cet acquittement. Et cela est si triste qu'il vaut mieux ne pas en parler, espérer encore qu'il a menti, une fois de plus. Méfions-nous du « cher commandant » quand il rit ! D'ordinaire, c'est qu'il y a sous roche de quoi pleurer pour un Français...

Le voilà donc blanc comme neige, sûr du présent, de l'avenir, muni d'un tel sacrement que la loi, désormais, ne peut plus lui demander compte du crime de trahison, même s'il est prouvé un jour qu'il l'a commis. Et l'ironique satisfaction qu'il éprouve de se sentir intangible éclate dans le cynisme joyeux de ses propos. A tel point que le ministre de la guerre lui-même, qui ne l'a pas cru, qui ne le croira jamais, quoi qu'il arrive — l'honorable M. Cavaignac l'a expressément déclaré, — coupable du forfait dont on veut quelques vagues inquiétudes à son endroit.

Je me figure qu'il doit se produire parfois chez M. Cavaignac de singuliers conflits entre l'esprit et la conscience. Cette dernière est délicate, foncièrement honnête. Elle a des intuitions et aimerait à les communiquer à son camarade. Celui-ci, de naturel un peu rogue et hautain, raisonne obstiné, féru d'une admiration scolastique pour la beauté et la force des argumentations géométriquement construites, n'a que du dédain pour les intuitions. En quoi ce superbe à tort ; attendu que les intuitions d'une conscience de cette qualité-là sont parfois plus justes que les raisonnements, surtout lorsque ceux-ci, en dépit de leur allure raide et tranchante de théorèmes, révèlent ça et là, jusque dans leurs plus fines affirmations, un sens critique aux quel on pourrait souhaiter peut-être plus de souplesse et de sagacité.

Or, certain jour, la conscience de M. Cavaignac lui suggéra que cet homme au sinistre profil d'oiseau de proie était décidément un bien étrange officier... L'esprit vaillait. L'esprit avait décidé qu'Estherazy ne pouvait être, *et il le même écrit le bordereau*, le traître qu'était indubitablement Dreyfus. La conscience, arrêtée net dans l'instinctif élan de son honnêteté, qui déjà flairait le bandit, ne put aller plus loin... Il n'est pas déraisonnable de dire que si la chose avait tourné autrement, divers incidents tragiques et calamiteux, dont la liste peut-être n'est pas close, nous eussent été épargnés ; que la maudite Affaire eût vraisemblablement pris fin depuis six mois, et que M. Cavaignac, justement béni par trente-huit millions de Français, coucherait paisiblement depuis six semaines à l'Elysée.

Donc, en août, le commandant Estherazy est déferé à un Conseil d'enquête

chargé de répondre aux trois questions d'usage : cet officier supérieur est-il dans le cas d'être mis en réforme pour inconduite habituelle, pour fautes graves contre l'honneur ou pour fautes graves contre la discipline ?

Enquête ; rapport très loyal et accablant pour la moralité du personnage ; réunion du Conseil, interrogatoires, jugement.

Comment, polisson, vous aviez une maîtresse ? Vous viviez avec elle ! Est-ce que cela s'est jamais vu dans l'armée française ? Apprenez que l'armée française est intraitable sur « l'inconduite habituelle ». En pénitence donc, vilain coureur !... Déclaré coupable sur ce chef par trois voix contre deux.

Mais fûtes-vous d'aventure l'associé d'une ténacière de maison louche ?... Diable ! si nous déclarons, comme le rapport nous y engage, que vous avez pu commettre une telle faute contre l'honneur, le « Syndicat de trahison » va triompher et conclure que vous étiez bien capable aussi d'avoir commis un crime contre la patrie... Acquitté, camarade, par quatre voix contre une.

La Tour-d'Auvergne et Marceau, Can-

Robert et d'Aumale, pleurent !

Mais écrivîtes-vous des lettres de

chantage au chef de l'Etat, osâtes-vous

déclarer que vous étiez prêt à vous met-

tre sous la protection de l'empereur alle-

mand, votre « suzerain » ?... Diable !

voilà encore qui pourrait être mécham-

ment exploité. Ce Syndicat maudit a

vraiment bien choisi son homme !... Ac-

quitté à l'unanimité le commandant Es-

terhazy, officier supérieur dans l'armée

française, ayant pour « chef de blason »

S. M. l'empereur Guillaume II, ainsi qu'il

appert de ses lettres à M. le Président

de la République, et en qui aucune

autre tare n'a pu être relevée qu'une

propension à l'inconduite : circon-

stance largement atténuante, dont M.

le ministre de la guerre voudra bien

tenir compte dans le libellé de la déci-

sion qu'il prendra, afin que tout le monde

sache que la punition dont cet officier est

frappé n'entraîne aucune disqualifica-

tion... »

O Castellane et Bugeaud, Pellissier,

Mac-Mahon, Faïdherbe et Chanzy, Cour-

bet, tous nos vieux chefs à la droite

embrassée, à la voix franche et rude,

que dites-vous de ce jugement ?

Voici, j'imagine, ce qu'ils diraient, s'ils

avaient le malheur de vivre en ce

temps-ci. Et peut-être trouverait-on parmi

les vivants d'autres grands soldats, di-

rects héritiers des mâles vertus de ces

chefs pleins d'honneur, qui ne désap-

prouveraient pas ce langage, qui le tien-

draient eux-mêmes, s'ils pouvaient parler :

— Chère fille de notre cœur, que nous

avons tant aimée, pauvre armée de

France, que de mal on t'a fait ! On t'a

poussée peu à peu, accablée follement

dans une impasse affreuse, bordée de

précipices. Demi-tour au plus vite ! Res-

saisis-toi pendant qu'il en est temps en-

core. Ne fais pas comme l'Eglise, qui

pouvait corriger elle-même, il y a quatre

siècles, les abus dont elle était travaillée,

et qui, ayant obstinément fermé ses

oreilles à la voix de la justice et de la

raison, faillit périr dans la tourmente de

la Réforme.

« N'entends-tu pas, malheureuse, le

sourd grondement qu'un jugement tel

que celui de ce Conseil d'enquête fait

monter contre toi du fond de la consi-

science de notre peuple ? Tu veux avec

raison conserver tes tribunaux, ta jus-

tice. Prends garde que des exemples

aussi néfastes que celui-là n'obligent

les meilleurs citoyens à se demander avec

angoisse si une justice qui cesse d'être

juste, raisonnable, éclairée ne prononce

pas par cela même sa propre condam-

nation ? »

Assez de camaraderie, d'esprit de

corps, s'il te plaît, puisque c'est à des

jugements comme celui-là, si ce n'est

même à des choses encore pires peut-

être, que l'esprit de corps aboutit !

Qu'on sache, et promptement, que tu

ne veux plus écouter la voix des conseil-

liers détestables qui ont prétendu te servir

en te persuadant qu'il fallait couvrir du

superbe manteau de ton honneur sans

tache certaines louches besognes exé-

cutes sans ton aveu. Ces besognes-là, il

te faut que le pays apprenne que tu les

éprouves, qu'elles l'indignent, que tu

regardes ceux qui s'y sont livrés comme

plus funestes mille fois à ton bon re-

nom que les perfides ennemis même qui

voudraient te rendre tout entière res-

ponsable de ces ténébreuses machina-

tions, auxquelles tu demeures étrangère.

« Fais dire bien haut que tu ne recon-

naiss pas pour tiens ces hommes à fau-

ces barbes et à lunettes bleues, dont l'âme

de policiers perce sous leur déguisement

de soldats ! Et, puisque la Cour de cassation

travaille à débrouiller l'écheveau confus

de leurs intrigues, demande à ses magis-

trats de te rendre le service, non pas d'é-

teuffer la lumière, mais d'en diriger au

contraire jusque dans les plus sombres

recoins de la sombre Affaire un jet puis-

sant et purificateur, qui te délivre enfin

des oiseaux de nuit indolents nichés

dans ta maison, — laquelle, en fait d'oi-

seaux, n'avait jusqu'à présent abrité que

les aigles... »

George Duruy.

## Échos

### La Température

Le baromètre reste assez élevé ; à Biarritz il est à 772 mm ; à Paris, à 765 mm ; il atteint 775 mm aux Açores. Cependant des pluies sont encore tombées en France. La température s'est relevée sur nos régions ; hier le thermomètre indiquait à Paris 13° au-dessus le matin à huit heures et 16° dans l'après-midi ; on notait 19° à Lisbonne. Des ondées sont encore probables.

avec temps doux. Dans la soirée le thermomètre était à 15° et le baromètre, vers minuit, restait à 765 mm.

### Les Courses

A 2 heures, Courses à Saint-Ouen. — Gagnants de Robert Milton :

Prix du Cambrésis : Sister Francis.  
 Prix du Hainaut : Paco.  
 Prix du Nord : Protocole.  
 Prix de l'Artois : Manon.  
 Prix de la Flandre : Strada.

\*\*\*

### CONCOURS HIPPIQUE

A 1 heure 1/2 : Primes d'appareillement, 3<sup>e</sup> classe. — A 3 heures 1/2 : Sauts d'obstacles. Prix des Régiments, 1<sup>re</sup> section, officiers.

### VOYAGE ET CONGRÈS

Ca n'empêche pas tout de même que le Président Loubet est allé voir ses concitoyens et que le congrès antialcoolique nous a fourni une de ces manifestations trop rares qui réjouissent et consolent les âmes éprises de tolérance et de liberté.

Elle est très gentille, la petite excursion présidentielle, parce qu'on y voit circuler, non pas un grand snob, qui parle de lui-même à la troisième personne, mais un bon vivant, pas poseur, qui dégringole de son landau pour grimper sur la petite estrade où l'attend sa mère et embrasser la digne femme.

Au milieu des criardes idiots, le récit de ce voyage d'un homme public qui est aimé dans un coin de terre française fait l'effet d'un bain moral rafraîchissant. D'ailleurs, je connais les figures qui ont fait à M. Loubet, à sa rentrée du Congrès, l'accueil immérité et inqualifiable que l'on sait.

Je les vois manœuvrer depuis longtemps.

Les gens qu'elles conspuent deviennent immanquablement populaires. C'est leur spécialité.

M. Loubet leur procure un succès de plus.

Quant au congrès antialcoolique, c'est un signe des temps que cet assaut d'éloquence courtoise entre un évêque et un pasteur, entre Mgr Turinaz et le pasteur Rochat, que cette union entre le clergé catholique et le clergé protestant pour combattre l'immense fléau d'abus et de dépopulation qui rapporte tant d'argent et qui finira par avoir raison de la race française, si l'on n'y prend pas garde, comme il a raison des Peaux-Rouges et des noirs.

On a donc pu voir hier des protestants applaudir un évêque, et des catholiques applaudir un pasteur.

C'est un spectacle qui n'est pas rare chez d'autres peuples et qui leur paraît tout naturel. Nous n'en sommes pas encore là ; mais nous y viendrons, lorsque nous nous serons tous guéris du mal héréditaire d'intolérance et de persécution que nous ont légué les générations antérieures, et qui nous travaille à ce point que, dans nos bouches, sur nos lèvres, les appels à la concorde eux-mêmes prennent des airs de défi.

En somme, il y a eu ce jour-là un endroit où des Français à la langue bien pendue ont causé de leurs affaires, sans essayer de démontrer qu'il faut exterminer, comme responsables de tous leurs maux, les juifs, ou les protestants, ou les catholiques, ou les francs-maçons, ou les capitalistes.

C'est ça qui est énorme ! — J. CORNÉLY.

### A Travers Paris

Un de nos plus éminents et sympathiques confrères russes, M. Koudéoff, se trouve en ce moment à Paris. M. Koudéoff est le directeur de la *Gazette de Pétersbourg*, l'un des plus répandus parmi les journaux quotidiens de la capitale russe.

La *Gazette de Pétersbourg* a toujours soutenu les idées françaises et son directeur, écrivain de grand talent, est un ami sincère de notre pays. Nous sommes heureux de lui souhaiter la bienvenue.

Une curieuse cérémonie aura lieu demain matin samedi, à dix heures et demie, à la Madeleine, où les anciens élèves de Saint-Cyr de la grande promotion 1874-1876 feront célébrer une messe solennelle à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de leur entrée à l'Ecole.

C'est un saint-cyrien de cette promotion, M. l'abbé Beauregard, qui dira la messe, à la mémoire des camarades défunts.

A l'évangile, un discours de circonstance sera prononcé par le R. P. Coubé, de la Compagnie de Jésus.

### LA SONNETTE BRISÉE

On va remplacer la sonnette du président de la Chambre, qui s'était fendue pendant la dernière session.

(Les journaux.)

Cette sonnette a la déveine ! Elle a fini par éclater. D'avoir été trop à la peine, D'avoir dit trop souvent tinter.

Il eût fallu la Savoyarde Aux mains de monseigneur Deschanel : Que pouvait cloche si faiblarde Contre un boucan perpétuel ?

J'y songe : d'un tel surmenage D'avoir été encore ont souffert Dont aucun même, à son image, N'était de bronze ni de fer !

C'est ainsi que — car pourquoi taire, Hélas ! ce secret plein d'horreur ? — Dans la troupe parlementaire J'en sais beaucoup que leur fureur

Anticonstitutionnelle A, comme toi, mis au plus bas, O cloche présidentielle : Ils sont fêlés, n'y touchez pas !

Jay.

Il est désormais entendu, sur la foi des statistiques, que la France est le pays du monde où il se consomme le plus d'alcool.

Comment, sur quelle base, au moyen de quels éléments ont été constituées ces effrayantes statistiques que tout le monde, sans en demander davantage, prend pour argent comptant ? N'y aurait-on pas, par mégarde, fait figurer l'alcool qui, destiné à tels ou tels usages industriels, ne saurait pourtant être inscrit au passif des ivrognes ?

C'est le cas, par exemple, de l'alcool qui sert au vinage des vins d'exportation, à la préparation de ces vins de Champagne que savent si cavalièrement, par millions de bouteilles, nos détracteurs d'outre-frontières, à la fabrication des produits pharmaceutiques ou des parfums.

Or, qui dit alcool consommé ne dit pas nécessairement alcool bu, et toute distinction dans laquelle cette essentielle distinction n'aurait pas été faite serait *ipso facto* faussée dans ses prémisses mêmes et entachée d'un vice rédhibitoire.

Se trouverait-il quelque part un spécialiste sérieusement informé pour fixer l'opinion sur ce point délicat ?

Le portrait du Président de la République par Bonnat ne sera pas encore exposé cette année au Salon.

M. Léon Bonnat est depuis quelques temps absent de Paris : il se trouve en ce moment à Saint-Jean-de-Luz où il passe les vacances de Pâques.

Il n'a pas encore commencé le portrait du Président Loubet, et il s'est contenté d'envoyer au Salon de cette année un paysage.

### INSTANTANÉ

#### JANE HADING

La « bonne Joséphine » de *Plus que Reine*. La belle impératrice, crôle et tendre, plus femme que souveraine, idéalement aimante et passionnée, attendrie et vibrante, belle de passion et de grâce, plus belle de douleur !

Il y avait longtemps qu'elle n'avait trouvé un rôle à sa taille. Celui-ci est fait pour elle, avec le mélange complexe de qualités et de moyens qu'il exige. De plus, il met dans le relief qu'il convient, avec l'étalage un peu barbare de richesse et de luxe des costumes impériaux, le prestige de sa beauté.

Cette création de *Plus que Reine* venge en un jour des mille petits coups de poignard que l'envie donne dans le dos des heureux. Elle triomphe à la fois de ses rivales en talent, jalouses de sa beauté, de ses rivales en beauté, jalouses de son talent.

C'est un bulletin de victoire complet que toute la presse a enregistré, et que le public d'Europe qu'elle vient de visiter — avec quel succès ! — en une tournée mémorable — lira avec la plus sympathique approbation.

C'est le 18 avril que comparaitra devant la 9<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel le baron Legoux, président des Comités plébiscitaires de la Seine, prévenu d'avoir à Paris, depuis moins de trois ans, fait partie d'une association non autorisée de plus de vingt personnes.

Il y a aujourd'hui un an que notre éminent et regretté collaborateur Charles Yriarte est mort.

Tous ceux qui l'ont connu ont gardé le souvenir de ce causeur exquis et de cet érudit de premier ordre, qui a fourni un labeur si considérable et si utile aux chercheurs de l'avenir. Peu avant de mourir, il avait mis la dernière main à une œuvre fort importante, et qu'il considérait comme le couronnement de sa carrière.

C'était une étude littéraire et artistique sur Mantoue et Isabelle d'Este, à laquelle il avait travaillé avec amour durant de longues années, et dont il entretenait souvent ses intimes.

La première partie de cette œuvre était entièrement terminée lorsqu'il mourut, et il faut espérer que nous la verrons quelque jour apparaître : c'était le vœu le plus cher de Yriarte, et c'est le désir de tous ceux qui s'intéressent aux choses d'art.

Le semaine de Pâques n'a jamais été plus brillante et la Saison de Paris s'annonce sous les couleurs les plus favorables. C'est chez Ritz, au Restaurant — dont la cuisine est absolument supérieure — que la vie élégante se concentre aux heures du repas. Le dîner surtout, avec toutes les toilettes éblouissantes réunies dans la grande salle, offre un vrai spectacle, un vrai régal pour les gens de goût.

Les vestiaires de la Bourse, qui avaient été récemment loués par la Ville de Paris pour un prix assez élevé, viennent de lui être rendus.

La Ville va les remettre en adjudication, mais il paraît qu'il y a baisse sur le marché des cannes et des parapluies, car la mise à prix est réduite cette fois à dix mille francs.

Cela représente encore une jolie somme de pourboires.



fiant qui avait l'air d'être extrait des deux autres.

Le colonel Henry avait rapporté ces documents parce qu'il était question de V. S. agent d'une puissance étrangère à Bruxelles, et des relations qu'aurait eues Dreyfus avec cet agent à l'hôtel du Grand Monarque, à Bruxelles.

Le reste était des racontars de journaux ou autres.

Je ne vois pas ce qui aurait pu causer quelque émotion que ce soit à Henry dans ces documents, et je constate avec peine que le témoignage de M. Bertulus est au moins faux sur ce point, puisqu'il n'y a ni le mot *Bale*, ni le mot *C*.

Il est également faux qu'Henry ait pu dire à M. Bertulus que du Paty était l'auteur des faux *Blanche* et *Speranza*, car il ne le savait pas.

Il n'a pu dire à M. Bertulus ce que c'est passé entre la femme Pays et lui, ce que je sais très bien, attendu que je suis le premier auquel Henry en avait rendu compte immédiatement après l'entrevue.

Il est certain qu'après cette entrevue, Henry avait eu des inquiétudes à ce sujet; c'est même pour cela qu'il fit venir par télégramme le colonel du Paty (qui était en permission à Angoulême) pour lui demander des explications à ce sujet.

Du Paty déclara par écrit qu'il n'était pour rien dans les télégrammes dont il s'agit, et donna une explication, qui était contrôlée d'avance par un petit bleu adressé par Esterhazy au colonel Henry sans que du Paty et Esterhazy aient pu s'entendre.

Du Paty, mandé par télégramme, s'était présenté immédiatement au ministère, et Henry m'avait montré la veille le petit bleu d'Esterhazy.

Étant donné tout ce que je viens de dire, je n'ajoute pas davantage foi à ce que raconte M. Bertulus au sujet du bordereau.

M. Bertulus me met en cause dans sa déposition, en insinuant que c'est moi qui aurais remonté le moral d'Henry.

Je méprise cette insinuation, le moral d'Henry n'ayant jamais été atteint; et je suis prêt à être confronté avec M. Bertulus, et à lui dire en face ce que je viens de dicter.

**Le président.** — A l'occasion des deux pièces qui auraient été saisies au domicile d'Esterhazy, et retirées par le colonel Henry au nom du ministre de la guerre, M. le capitaine Guignot dans sa déposition du 6 janvier dernier, page 56, s'exprime de la manière suivante :

« En ce qui touche les deux pièces qui auraient été saisies au domicile d'Esterhazy et remises au colonel Henry par M. Bertulus, l'une me paraît devoir être le compte rendu d'une entrevue qui a eu lieu, à Bale, entre un agent étranger, d'une part, et d'autre part le lieutenant-colonel Henry et le commandant Lauth; cette pièce serait annexée au dossier de l'instruction Tanguenier. Quant à la seconde pièce, en anglais, je ne possède encore aucun renseignement à son sujet. »

Pourriez-vous éclairer la Cour à cet égard ?

**Le général Roget.** — Le capitaine Guignot se trompe quand il conjecture que l'une des pièces apportées par le colonel Henry serait le compte rendu de l'entrevue de Bale.

M. le capitaine Guignot ne les connaît pas que de M. Cavaignac et de moi. Lors que la Cour les fit demander, au ministre de la guerre, on ne les trouva pas tout d'abord, et M. de Freycinet me fit appeler pour savoir si je pouvais fournir des renseignements à ce sujet.

Je fis connaître au ministre que j'avais conservé ces pièces pendant tout le temps que j'étais resté au ministère dans un cartonnier où je mettais des papiers sans importance, et que je les avais oubliées.

Je les retrouvai en quittant le ministère, vers la fin de septembre, et je les remis au service des renseignements en vrac, avec tous les papiers qui me venaient de ce service.

Ces pièces devaient être accompagnées d'une fiche au crayon bleu, portant écrit de ma main : « Pièces saisies chez Mme Pays et rapportées par Henry au ministère. »

J'ai indiqué en même temps à M. de Freycinet ce qu'étaient ces pièces d'après mes souvenirs, et je donnai des indications pour qu'on pût les retrouver au service des renseignements où on les trouva, en effet, le lendemain ou le surlendemain, au milieu d'autres papiers sans importance.

C'est le dimanche 8 janvier courant, à dix heures du matin, que j'ai été convoqué chez M. de Freycinet, ministre de la guerre, c'est le 9 ou le 10 que les pièces ont dû être retrouvées au ministère sur les indications que j'avais données.

**Sur demande d'un conseiller.** — Le lieutenant-colonel Henry vous aurait-il rendu compte de divers incidents qui se seraient passés dans le cabinet de M. Bertulus, lors de la troisième séance. Il disait notamment que les personnes présentes dans le cabinet de ce magistrat (Esterhazy, la fille Pays notamment) étaient très gaies, qu'on parlait de rafraîchissement à prendre, etc. ?

**Le général Roget.** — J'ai entendu parler de cette scène. Mes souvenirs ne sont pas très précis à ce sujet; mais le capitaine Junkin pourrait, lui, renseigner la Cour.

**Le président.** — Le commandant en chef Esterhazy, en comparant devant nous comme témoin, a été interpellé sur la déclaration qu'il a faite dans sa lettre du 13 janvier, qu'il aurait eu des relations avec un agent étranger pendant 18 mois environ, de 1894 à 1895, à la demande du colonel Sandherr, et que ces relations lui auraient permis de rendre des services signalés.

D'autre part, il a prétendu que, du moment où il avait été dénoncé par M. Mathieu Dreyfus comme l'auteur du bordereau, il avait été averti de toutes les manœuvres dont il était l'objet, par des officiers supérieurs de l'état-major de l'armée agissant par l'ordre ou avec le consentement de leurs chefs.

Interpellé à cet égard, il a persisté à soutenir que toute sa conduite avait toujours été conforme aux ordres qu'il avait reçus.

Ainsi, entre autres, parlant de M. le général de Boisdeffre et de vous, alors que vous étiez du cabinet du ministre, il dit que vous saviez cependant — et cela d'une façon certaine — qu'il n'était pas l'auteur responsable des lettres au Président de la République, de l'article *Dié* de la *Libre Parole*, des communications à la presse, tous faits pour lesquels on le

traduisait devant un Conseil d'enquête. Désirez-vous donner quelques explications à ce sujet ?

**Le général Roget.** — Sur le premier point, il est inadmissible qu'Esterhazy ait pu être l'agent du colonel Sandherr. Jamais on n'emploie d'officiers pour faire de l'espionnage; à fortiori, jamais d'officiers supérieurs; il est matériellement impossible que si Esterhazy avait joué ce rôle, personne n'en ait rien su au ministère, et qu'il n'en reste pas une seule trace.

Il est certain que tout au moins par l'emploi des fonds et par le registre-journal tenu à la section de statistique, on devrait trouver quelque indice des missions qui auraient été confiées à Esterhazy — à moins que ce dernier n'ait pas travaillé pour de l'argent, hypothèse que je déclare inadmissible.

J'ai d'ailleurs là, dans un opuscule qu'il fait paraître, le genre de missions qu'il aurait remplies, par ordre du colonel Sandherr; c'est tout bonnement ridicule, et il faut qu'il croie ses lecteurs bêtes naïfs pour leur raconter de pareilles boudes.

De reste, M. Esterhazy change son fusil d'épaule très souvent, pour expliquer le rôle qu'il a joué dans toutes ces affaires.

J'ai su par son avocat, M. Tézenas, cinq ou six mois après son procès, qu'au moment où il avait été dénoncé par Mathieu Dreyfus, un correspondant de journaux anglais, du nom de Strong, était venu se mettre à la disposition d'Esterhazy, en l'accablant de ses protestations d'amitié.

D'après M. Tézenas, Strong aurait été un des conseillers d'Esterhazy pendant tous ces événements, et c'est par lui qu'il aurait été assez exactement renseigné sur ce qui se passait dans le camp des défenseurs de Dreyfus.

C'est la sollicitation de ce même Strong probablement qu'ont paru dans l'*Observateur* les récits dans lesquels Esterhazy s'est reconnu l'auteur du bordereau, récits qu'il a démentis plus tard et pour lesquels il a fait semblant de poursuivre le journal.

Je sais en outre qu'Esterhazy a déclaré devant le Conseil d'enquête qu'on lui aurait offert 600.000 francs pour se déclarer l'auteur du bordereau.

Dans son nouvel avatar, il se dit, je ne sais pourquoi, l'agent de Sandherr.

Je suis persuadé qu'il reçoit de l'argent pour faire tous ces mensonges, sans que je puisse dire par qui ni dans quel but. Ce qu'il y a de sûr, c'est que, n'ayant rien, il voyage et vit à l'étranger.

Sur les autres points, M. Esterhazy, qui prétend avoir été l'agent de l'état-major, doit avoir ses preuves. Qu'il les apporte !

Si l'en avait eu, il les aurait produites au Conseil d'enquête.

La seule chose qu'il ait faite devant ce Conseil a été d'incriminer du Paty et de présenter ce qu'on appelle la *note aux deux écritures* dont du Paty a été obligé de se reconnaître l'auteur, soit immédiatement, soit plus tard.

Il est à ma connaissance qu'Esterhazy a voulu faire un chantage contre l'état-major, qu'il en a fait part au général de Pellieux, que le général de Pellieux, alors malade chez lui, que le général de Boisdeffre a répondu au général de Pellieux :

« Puisque Esterhazy s'exprime de cette façon, c'est une raison de plus pour l'envoyer devant un Conseil d'enquête. »

Je sais qu'on a fait sur moi, plus tard, des tentatives de chantage analogues qui ont eu le même succès.

Il est absolument inexact que j'aie su antérieurement au Conseil d'enquête que c'était du Paty qui avait inspiré la lettre au Président de la République. Je n'ai jamais interrogé du Paty, auquel je n'adressais même plus la parole pendant la fin de mon séjour au ministère.

M. Cavaignac a interrogé très souvent du Paty, qu'il faisait venir directement dans son cabinet, sans même que j'en fusse informé.

M. du Paty a toujours menti à M. Cavaignac et à essayé de s'abriter derrière d'autres personnalités ou des considérations d'ordre supérieur dont personne n'a jamais pu comprendre la nature.

M. Cavaignac pourra témoigner qu'il a souvent fait appeler après ses entrevues avec du Paty et que la conversation commençait généralement ainsi entre nous :

« Je vous assure vraiment que du Paty paraît sincère. »

A quoi je répondais invariablement :

« Je n'en ai d'ailleurs à ce moment que des présomptions et des indices. »

Je n'ai su qu'il avait inspiré la lettre au Président de la République qu'à l'issue de la séance du Conseil d'enquête devant lequel a comparu Esterhazy; et du Paty n'a avoué quelques-uns de ses agissements, notamment celui d'avoir inspiré la lettre au ministre de la guerre, qu'à l'enquête faite par le général Renouard en septembre 1898.

Je n'ai pas eu connaissance du rapport du général Renouard; et c'est ainsi que je croyais que la première entrevue entre du Paty et Esterhazy (entrevue de Mont-soir) était du 30 octobre, alors qu'il a été établi depuis qu'elle est du 23.

Quant au général de Boisdeffre, très gravement souffrant d'un antrax, dans le courant de juin 1898, et n'ayant pas repris ses fonctions au ministère depuis cette époque, il n'a jamais rien su des enquêtes faites au sujet des agissements de du Paty, ni rien su officiellement de ce qui s'est passé au Conseil d'enquête Esterhazy ou à l'enquête Renouard.

Je crois devoir compléter sur un point ma déposition au sujet de l'incident Bertulus.

Il existe au ministère de la guerre, écrit de la main d'Henry, immédiatement après l'entrevue qu'il a eue avec M. Bertulus, le récit de la conversation qu'il a eue avec ce magistrat par demandes et par réponses.

Je me rappelle avoir lu cet écrit au moment même ou peu de jours après qu'il a été fait.

M. le capitaine Guignot sera certainement en mesure de procurer le document à la Cour.

**Sur interpellation :**

**Le général Roget.** — M. Picquart, dans son mémoire au garde des sceaux,

indique que c'est le commandant Bertin-Mourou qui signala au colonel Fabre et au lieutenant-colonel d'Aboville l'écriture de Dreyfus comme étant celle du bordereau. M. Bertin avait été le chef direct de Dreyfus l'année d'avant et M. Picquart le signala comme ayant été animé de dispositions malveillantes à l'égard de Dreyfus.

M. Picquart ajoute même : « Le commandant Bertin est un homme léger, superficiel, toujours enclin à se mettre en avant. Il est l'ami du général Billot. »

L'allégation de M. Picquart est inexacte : le commandant Bertin était absent, en permission de longue durée, au moment où le bordereau parvint au ministère.

Ce n'est pas lui, par conséquent, qui a pu donner de mauvais renseignements sur Dreyfus en même temps qu'il signalait son écriture.

Ce furent le commandant Fabre et le lieutenant-colonel d'Aboville qui firent la constatation dont il s'agit, dans les conditions que la Cour connaît déjà.

Après avoir constaté, à l'examen d'une feuille de notes, que l'écriture de Dreyfus ressemblait à celle du bordereau, ils s'adressèrent aux adjoints du commandant Bertin, le capitaine Breland et le capitaine Boullenger, pour avoir d'autres spécimens de l'écriture de Dreyfus.

Le commandant Bertin ne rentra au ministère qu'après que toutes ces constatations avaient été faites.

M. Picquart dit aussi, au sujet du bordereau, que, s'il est du mois d'août, il peut être aussi bien d'Esterhazy que de Dreyfus, l'un et l'autre étant allés aux manœuvres cette année-là.

Il serait intéressant de savoir si M. Picquart maintient cette affirmation qui contient une double inexactitude; je ne suis pas en mesure, en ce moment, de relever point par point toutes les autres allégations fausses qui se trouvent dans ce mémoire; mais je serai prêt à le faire et à discuter également toutes les affirmations de M. Picquart qui seraient contraires à celles que j'ai produites, lorsqu'on voudra bien me donner connaissance de ces contradictions.

**Le président.** — Vous avez bien voulu nous dire que vous nous parleriez des mobiles qui ont pu déterminer Dreyfus à commettre le crime à raison duquel il a été condamné.

Veuillez vous expliquer à cet égard ?

**Le général Roget.** — J'ai à signaler un premier point à ce sujet.

Dreyfus s'attendait à sortir de l'Ecole de guerre tout à fait dans les premiers. Il en sortit neuvième parce qu'un des présidents de commissions d'examen lui avait donné une note très basse comme note d'aptitude générale au service d'état-major.

Dreyfus eut connaissance de cette note et il alla réclamer auprès du général Lebelin de Dionne qui commandait l'Ecole supérieure de guerre.

Le général reconnut que la note donnée à Dreyfus était un peu sévère et insista auprès de l'examineur pour qu'elle fût relevée, sans pouvoir l'obtenir.

Il fit alors appeler Dreyfus et lui tint le langage suivant : « Je reconnais que M. X... vous a traité avec quelque sévérité. Je pourrais rétablir l'équilibre en relevant la note que je me proposais de vous donner moi-même. Mais je ne le ferai pas, pour les trois raisons suivantes : 1° Vous êtes détesté de tous vos camarades; 2° Vous avez, un jour, dans une discussion un peu vive avec ce propos qui, dans votre bouche et devant le milieu où il se produisait, était au moins d'une très grande maladresse : « En somme, les Alsaciens-Lorrains sont beaucoup plus heureux sous la domination de l'Allemagne que sous celle de la France »; 3° Vous avez eu une conduite scandaleuse pendant la durée de votre séjour à l'Ecole. »

Deux ans après, au moment du procès, M. Mathieu Dreyfus vint trouver le général de Dionne pour lui demander de venir au procès comme témoin à décharge. Le général répéta alors à M. Mathieu Dreyfus le discours qu'il avait tenu à son frère, en ajoutant : « C'est tout ce que je pourrai dire devant le Conseil de guerre. »

M. Mathieu Dreyfus excusa son frère pour le troisième grief, en disant que les femmes de l'Ecole militaire ne devaient pas lui coûter bien cher, mais il n'insista pas pour obtenir le témoignage du général.

Dreyfus arriva ainsi à l'état-major de l'armée déjà ulcéré par ce qu'il considérait comme un déni de justice, dû à sa qualité d'Israélite. Dans ce nouveau milieu, il se fit détester, comme ailleurs, par son caractère arrogant et vaniteux. Il était, de cette façon, dans des dispositions d'esprit excellentes pour trahir.

Extrêmement ambitieux, il a pu aussi chercher à nouer des relations avec des agents étrangers dans un but d'amorçage. Il serait allé ensuite plus loin qu'il n'aurait voulu d'abord.

Enfin, rien ne m'empêche de croire qu'il n'ait trahi pour de l'argent; il avait de la fortune, dit-on; il pouvait, en effet, avoir de vingt-cinq à trente mille francs de rente. Qu'importe, s'il dépensait beaucoup plus ! Il est certain qu'il dépensait beaucoup d'argent avec les femmes et au jeu. Indépendamment des femmes citées au procès (quatre, j'en ai vu d'autres, des femmes de la haute galanterie, chez lesquelles on joue et avec lesquelles on dépense beaucoup d'argent).

Les camarades de Dreyfus à l'état-major de l'armée, le capitaine Junkin notamment, peuvent donner des renseignements à ce sujet.

Le capitaine Duchâtelet, en ce moment au 131<sup>e</sup>, je crois, peut aussi dire à la Cour un fait significatif.

Ce fait s'est passé après le voyage d'état-major 1894; ce voyage s'était terminé à Charnes. Les capitaines Duchâtelet et Dreyfus avaient été désignés par le chef d'état-major pour ramener tous les chevaux à Paris. Ils descendirent les Champs-Élysées avec la colonne des chevaux, vers sept heures un quart du matin. En passant devant une maison des Champs-Élysées, Dreyfus dit à Duchâtelet :

« Si nous montions chez une telle ? Nous la prendrions à son réveil, et elle nous offrirait une tasse d'excellent chocolat. »

Et, comme Duchâtelet lui faisait remarquer qu'il ne pouvait abandonner la colonne, Dreyfus dit :

« Oh ! du reste, je ne tiens pas beaucoup à aller. J'y ai perdu la forte somme, il y a quelques jours. »

Il indiqua comme somme perdue 8.000 ou 15.000 francs.

J'ai recueilli quelques témoignages de cette nature; on n'a qu'à interroger les intéressés.

Il a été établi au moment du procès, ou peu après, que M. Hadamard aurait eu à payer des dettes pour son genre, ce dont il était très peu satisfait. Il aurait même tenu à ce propos à M. Painlevé un propos significatif.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : **Général ROGET.**

## NOUVELLE DÉPOSITION DU GÉNÉRAL ROGET

SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1899

**Le général Roget.** — Monsieur le Président, vous avez bien voulu me faire connaître que la Cour m'autorisait, bien que ce fût anormal, à prendre connaissance des dépositions pour les contredire. Je ne crois pas pouvoir accepter cette proposition.

Je ne viens ici ni accuser ni défendre personne. Je suis un témoin et je viens dire la vérité sans passion et sans haine.

J'ai demandé, au début de ma déposition, d'être confronté avec M. Picquart; j'avais à ce moment les raisons suivantes :

Ce sont les mémoires de M. Picquart à M. le garde des sceaux qui ont servi de principal document pour l'ouverture du procès de révision. M. le conseiller rapporteur a fait état des allégations de M. Picquart pour contredire les arguments invoqués par M. le ministre de la guerre contre la révision.

Je croyais qu'il était intéressant pour la Cour d'établir, dès le début de son enquête, ce qu'il pouvait y avoir de fondé dans les allégations de ce témoin, que je savais et que je disais être mensongères. La Cour n'a pas cru devoir faire droit à cette demande; je n'ai qu'à m'incliner.

La situation est changée maintenant puisque l'enquête se poursuit depuis trois mois et que M. Picquart peut avoir connaissance de tout ce que j'ai dit, au moins par l'intermédiaire des avocats.

Je n'en reste pas moins prêt à être confronté avec lui.

Je crois savoir que le ministre de la guerre avait lui-même demandé cette confrontation, ainsi qu'une confrontation avec M. le juge d'instruction Bertulus.

Il ne peut pas me convenir de prendre connaissance des dépositions des témoins pour y répondre.

Je semblerais ainsi faire la contrepartie du rôle que joue M. Mornard.

Je n'ai point qualité pour le faire et n'ai reçu aucune mission à ce sujet. L'avantage qu'on me ferait ainsi serait non seulement anormal, mais illusoire. Je ne pourrais que feuilleter rapidement des dépositions, sans avoir le temps de me préparer à les combattre. J'aime mieux les combattre sans préparation du tout. Le jeu ne serait pas égal avec M. Mornard, qui a ma déposition depuis trois mois.

Je reste prêt néanmoins à être confronté :

1° Avec mes contradicteurs personnels;

2° Avec les témoins qui, prenant prétexte des fautes individuelles, ont porté des accusations contre des collectivités telles que l'état-major général de l'armée ou contre les chefs de ces collectivités;

3° Avec les témoins qui peuvent avoir essayé de faire peser la suspicion sur l'authenticité de certaines pièces, ou porté des accusations de complicité contre le colonel Henry.

Je veux bien aussi, si la Cour le désire, discuter les témoignages, mais je crois devoir lui faire remarquer que, quand j'aurai déposé à nouveau, on pourra venir combattre ma déposition et qu'il n'y aura pas de raisons pour que la controverse finisse, tandis que d'une confrontation la lumière peut immédiatement jaillir.

Pour le moment, je demande à compléter ce que j'ai déjà dit le 28 janvier, au sujet de la déposition de M. Bertulus.

Quand on m'a donné lecture de cette déposition, je n'ai pu réprimer un mouvement d'indignation qui a eu le double inconvénient :

1° De faire croire que je pouvais être passionné à l'égard de ce magistrat, que je n'ai vu que deux fois dans ma vie, et avec lequel je n'ai eu que des relations parfaitement courtoises;

2° De me faire perdre de vue — ce qui est plus grave — les arguments que j'aurais pu invoquer pour combattre sa déposition.

Je suis en mesure de le faire aujourd'hui, étant parfaitement de sang-froid et ayant fait appel à mes souvenirs.

Le lieutenant-colonel Henry a eu trois entrevues avec M. Bertulus.

Elles se placent aux dates des 18, 21 et 26 juillet.

Dans l'entrevue du 18, la plus importante, il y a trois points à considérer.

Sur le premier point, Henry, prenant connaissance chez le juge d'instruction d'une pièce sur laquelle auraient été écrits le mot *Bale* et le mot *C*, aurait éprouvé une réelle émotion, aurait supplié M. Bertulus de sauver l'honneur de l'armée, reconnu que cette pièce constituait une charge écrasante contre Esterhazy et du Paty, et il aurait cessé toute discussion en avouant qu'il s'agissait d'une entrevue qu'il avait eue à *Bale* avec l'agent *C*.

La Cour ayant entre les mains la pièce dont il s'agit, sur laquelle ne se trouvent ni le mot *Bale*, ni le mot *C*, sait maintenant quelle valeur il faut attribuer au témoignage de M. Bertulus sur ce point.

J'ajoute qu'il ne peut y avoir de confusion possible :

M. Bertulus parle de deux pièces dans sa déposition, Henry en a rapporté trois, mais l'une d'elles, de l'écriture d'Esterhazy, n'est que la traduction de la pièce anglaise.

Cette dernière, ainsi que le memento dont parle M. Bertulus, répond parfaitement aux indications données par ce magistrat, sauf que les mots *Bale* et *C* n'y figurent point, que les pièces sont insignifiantes, et qu'elles ne pouvaient, à aucun degré, occasionner une émotion quelconque à Henry.

Comme je l'ai dit dans ma dernière déposition, Henry ne les a rapportées que parce qu'il y était question d'un agent

désigné sous les initiales V. S. et des relations que Dreyfus aurait eues avec cet agent. On n'a jamais, d'ailleurs, au ministère, attaché aucune importance à cette indication que l'on a considérée comme un des nombreux bavardages recueillis par Esterhazy pour alimenter la presse.

Sur le second point, Henry aurait avoué à M. Bertulus que du Paty était l'auteur des télégrammes *Blanche* et *Speranza*. J'ai déclaré que c'était impossible et expliqué pourquoi; je n'ai pas à y revenir.

Quant au troisième point, ils agitent d'une lettre de M. Jules Roche que je ne connais pas, mais dont j'ai entendu parler.

M. Bertulus aurait communiqué le contenu de cette lettre à Henry et lui aurait montré les conséquences qu'on en pouvait tirer; Henry se serait véritablement effondré, et M. Bertulus, le pressant, lui aurait posé cette question :

« C'est Esterhazy qui est l'auteur du bordereau ? »

Henry n'aurait répondu ni oui ni non, et aurait simplement prié M. Bertulus de ne pas insister. Je n'ai pas à rechercher si M. Bertulus connaissait à ce moment-là les lettres de M. Jules Roche; je l'admets, sans en tirer aucune conséquence.

Mais je suis obligé de faire les remarques suivantes au sujet de la scène racontée par M. Bertulus : Henry rentre au ministère parfaitement calme; il n'est nullement ému de ce qu'il a vu ou appris. Il est tout à fait dans son état habituel, et il paraît entièrement satisfait de la conversation qu'il a eue avec M. le juge d'instruction et de l'amabilité que ce magistrat lui a témoignée. Il me prie avec instance d'aller le trouver. Il insiste sur le désir qu'aurait M. Bertulus de me voir.

Comment peut-on admettre qu'après avoir fait des aveux aussi graves, Henry vienne me prier lui-même, et en insistant, d'aller voir M. Bertulus, qui pouvait et devait m'en faire la révélation ?

Je crois avoir laissé entendre dans ma dernière déposition, que M. Bertulus, en m'appelant chez lui, cherchait à me compromettre; j'en ai eu la preuve plus tard.

Il avait dit à Henry, qui l'a répété au capitaine Junkin, qu'il était étonné de n'avoir encore vu venir à lui aucun envoyé du gouvernement.

Ma visite lui aurait fourni l'occasion de parler de l'action gouvernementale qu'on a invoquée depuis, sur le témoignage de qui ? d'Esterhazy !

M. Bertulus est bien trop intelligent pour n'avoir pas compris tout de suite que mon refus d'aller le voir était une preuve de méfiance.

Je me demande d'un autre côté si M. Bertulus a rendu compte à ses chefs hiérarchiques de ce qui s'est passé entre lui et Henry le 18 juillet.

Henry avoue, ou à peu près, la trahison d'Esterhazy, ce qui est presque, de sa part, un aveu de complicité, et M. le garde des sceaux n'en sait rien et M. le ministre de la guerre n'en est pas informé. Je trouve cela vraiment bien inexplicable.

Mais il y a bien d'autres faits qui me paraissent tout aussi inexplicables.

Le colonel Henry revoyait M. Bertulus le 21 juillet, lui fait part de sa communication, et revient en rapportant au ministère les fameuses pièces auxquelles personne ne prête aucune attention, et Henry est toujours très satisfait de ses relations avec M. Bertulus.

Quelques jours après, le ministre demande qu'on fasse une nouvelle vérification des papiers, parce qu'il y avait des papiers en langue étrangère et qu'Henry ne connaissait aucune langue; et pour cette nouvelle entrevue on désigne le capitaine Junkin, qui sait très bien l'anglais et l'allemand et qui a mission d'accompagner Henry.

L'entrevue a lieu, le 26 juillet, en présence de M. Tézenas, du commandant Esterhazy et de Mme Pays.

M. Bertulus traite le colonel Henry avec une familiarité affectueuse, et je ne laisse pas que d'être très surpris de voir un magistrat témoigner autant de sympathie à un officier qui lui avait avoué être un traître huit jours auparavant.

Mais il y a un fait encore plus significatif : entre ces cinq ou six personnes, l'entretien prend un ton général et devient tout à fait familier et plaisant; on parle de toutes sortes de sujets, légers ou graves, il est question de faire venir des rafraîchissements; on autorise Mme Pays, qui a très chaud, à enlever son corsage, mais comme elle aurait les bras nus, cette autorisation lui est retirée.

On revient, cette fois devant témoins, sur la robe rouge de M. Bertulus. Enfin, tout le monde plaisante et s'amuse.







prendra l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, le ministre américain en Hollande, le président de l'Université de Colombie, deux capitaines et un secrétaire.

## La situation aux Samoa

Les coups de canon tirés sur la ville d'Apia par les bâtiments anglais et américains n'auront pas décidément les conséquences graves qu'on aurait pu redouter tout d'abord.

Le gouvernement allemand entend laisser à son consul, M. Rose, la responsabilité de son attitude et des encouragements que cet agent a cru devoir donner au roi Mataafa. On prétend à Berlin que le consul a été frappé de la maladie dont Bismarck signalait parfois les dangers et qu'il appelait plaisamment « la rage tropicale », maladie qui vient de la latitude, de l'isolement et qui provoque chez ceux qui en atteignent l'exagération des meilleurs sentiments. Bref, le gouvernement allemand n'a pas la moindre intention de faire cause commune avec Mataafa; il est même prêt, dit-on, à désavouer son consul s'il a outrepassé ses instructions.

Il est, d'ailleurs, à peu près certain que les gouvernements anglais et américains ne sont pas davantage animés de dispositions belliqueuses. Ils sont disposés à blâmer, s'il y a lieu, la manière d'agir de leurs agents. Déjà l'un assure que lord Salisbury a accepté la proposition de l'Allemagne de nommer une Commission mixte, chargée de résoudre les difficultés, et que les Etats-Unis feront de même.

Dans ces conditions, on est en droit d'espérer qu'un arrangement pacifique est imminent. Il n'y a que le pauvre roi Mataafa qui aura droit de trouver qu'on s'est joué de lui et de faire entendre ses doléances. Mais il est si loin que l'écho de ses plaintes n'arrivera pas jusqu'à Berlin.

Maro Landry.

## DANS L'ARMÉE

M. le général de brigade Texier de La Pommeraye, nouvellement promu, est nommé gouverneur de Dijon et commandant des subdivisions d'Auxonne et de Dijon.

M. le général de division Jeannerod, nouvellement promu, est nommé commandant de la 40<sup>e</sup> division d'infanterie.

M. le général de division Massiet, inspecteur général du 3<sup>e</sup> arrondissement d'inspection permanente de cavalerie, est nommé au commandement de la 4<sup>e</sup> division de cavalerie, à Sedan.

M. le général de division Hamel de Canchy, commandant la division d'Algérie, est nommé inspecteur général du 4<sup>e</sup> arrondissement d'inspection permanente de cavalerie.

M. le général de brigade Poulléau, commandant la 4<sup>e</sup> brigade de chasseurs, est nommé commandant par intérim de la cavalerie d'Algérie.

M. le général de brigade de Lacroix, chef d'état-major du 2<sup>e</sup> corps, est nommé au commandement de la 12<sup>e</sup> brigade d'infanterie (3<sup>e</sup> corps).

M. le général de brigade Quincy, nouvellement promu, est nommé au commandement de la 6<sup>e</sup> brigade d'infanterie (10<sup>e</sup> corps).

M. le général de brigade Rossin, disponible, est nommé au commandement de l'artillerie du 7<sup>e</sup> corps.

MM. les généraux de brigade Litschouff, gouverneur de Bayonne, et Berthier, gouverneur de Langres, sont maintenus dans leurs fonctions.

M. le colonel Durand, commandant le 25<sup>e</sup> d'artillerie, est nommé commandant d'armes du camp de Châlons.

M. le colonel de Cléric, commandant le 2<sup>e</sup> dragons, est nommé au commandement par intérim de la 4<sup>e</sup> brigade de chasseurs, à Saint-Germain-en-Laye.

MM. les généraux de brigade Germer-Durand, gouverneur de Verdun, et Deslois, nouvellement promus, sont nommés membres du Comité technique de la gendarmerie.

M. le général de brigade Halter, commandant la 18<sup>e</sup> brigade d'infanterie (5<sup>e</sup> corps), est nommé membre de la Commission de classement des sous-officiers proposés pour des emplois civils.

Par décret du Président de la République, en date du 3 avril, sont nommés :

**Infanterie.** — Colonels, les lieutenants-colonels : Micheler, au 92<sup>e</sup> régiment d'infanterie; Vidal de La Blache, breveté d'état-major; Defforges, breveté hors cadres; Cléryval, breveté hors cadres; de La Celle de Châteaubourg, au 126<sup>e</sup> d'infanterie; Ryckebusch, au 14<sup>e</sup>; d'Or, au 110<sup>e</sup>; Colomb, au 106<sup>e</sup>; Warion, au 12<sup>e</sup>; Delpeuch de Comeiras, au 102<sup>e</sup>; Zimmer, au 93<sup>e</sup>.

**Lieutenants-colonels.** les chefs de bataillon : Roustau, au 3<sup>e</sup> d'infanterie; Paurie, breveté; Cussac, de Robert du Châtelet, breveté hors cadres; Tavernier, hors cadres; Balfourier, hors cadres; Lecomte, breveté; Belin, hors cadres; Franchet d'Espèrey, breveté; Keller, au 66<sup>e</sup>; Dessaint de Marthilles, breveté hors cadres (Ecole de guerre); Belhoy, au 139<sup>e</sup>; Auroseaux, hors cadres (missions); Domenech, hors cadres; Coquet, au 134<sup>e</sup>; de Morin, au 57<sup>e</sup>; d'Amilly de La Vallée de Lévy, au 90<sup>e</sup>; Allenet, au 131<sup>e</sup>; Fourrier, au 1<sup>er</sup>; Bouvier, au 3<sup>e</sup>; Marchand, au 124<sup>e</sup>; Maitrot, hors cadres; Petit, breveté hors cadres; Gariel, hors cadres; Baschung, au 88<sup>e</sup>; de Carbonnier, au 7<sup>e</sup> chasseurs.

**Cavalerie.** — Colonels, les lieutenants-colonels : Seve, hors cadres; de Montangon, au 13<sup>e</sup> cuirassiers.

**Lieutenants-colonels.** les chefs d'escadrons : Harduin, au 4<sup>e</sup> hussards; Virvaire, au 2<sup>e</sup> dragons; Marete de Lagrenne, au 10<sup>e</sup> dragons; de Ferlic, au 10<sup>e</sup> dragons.

**Artillerie.** — Colonels, les lieutenants-colonels : Pelletier, adjoint à la section technique; Tronsens, directeur de l'atelier de construction de Vernon; Lafon de Ladébat, au 31<sup>e</sup> d'artillerie; Josse, au 5<sup>e</sup> régiment d'artillerie.

**Lieutenants-colonels.** les chefs d'escadron : Aubry de La Noë, directeur du génie à Amiens, maintenu dans sa situation actuelle; Allotte de la Fuye, directeur du génie à Nantes, maintenu dans sa situation actuelle.

**Lieutenants-colonels.** les chefs de bataillon : Pelletier, chef du génie à Nantes, désigné pour le 3<sup>e</sup> génie à Arras; Robert, chef du génie à Versailles, maintenu; Renard, chef du génie de Paris, maintenu.

**Gendarmerie.** — Au grade de colonel : MM. Drouleau, lieutenant-colonel, commandant la cavalerie de la légion de la garde républicaine; Molinier, lieutenant-colonel, chef de la 10<sup>e</sup> légion.

**Au grade de lieutenant-colonel :** MM. Bourmaud, chef d'escadron à la légion de la garde républicaine; Vallier, chef d'escadron commandant la compagnie de la Seine.

M. le lieutenant-colonel de gendarmerie Carré, chef de la 14<sup>e</sup> légion bis, est désigné pour commander la cavalerie de la garde républicaine.

M. le lieutenant-colonel Gaudellette, commandant l'infanterie de la garde républicaine, est désigné pour commander la 3<sup>e</sup> légion à Rouen.

**Service de santé.** — Médecins principaux de

1<sup>re</sup> classe, MM. Moty, médecin principal de 2<sup>e</sup> classe; Annesley, médecin principal de 2<sup>e</sup> classe.

Médecins principaux de 2<sup>e</sup> classe, MM. Sauveroy, médecin-major de 1<sup>re</sup> classe; Landriau, médecin-major de 1<sup>re</sup> classe.

**Intendance.** — Au grade de sous-intendant militaire de 1<sup>re</sup> classe, M. de Bonadona, sous-intendant de 2<sup>e</sup> classe à Nancy.

Sous-intendant de 2<sup>e</sup> classe, M. Herenger, sous-intendant militaire de 3<sup>e</sup> classe à l'Ecole supérieure de guerre.

## CONTRE L'ALCOOLISME

Le septième congrès international contre l'abus des boissons alcooliques s'est ouvert lundi. Malgré l'heure matinale, l'assistance était nombreuse et remplissait presque entièrement le grand amphithéâtre de la Faculté de médecine. Beaucoup de dames. Plusieurs prêtres aussi, même un Dominicain et un Capucin, ce qui démontre surabondamment que la lutte contre l'alcoolisme n'est pas une affaire confessionnelle, « une machine protestante ». Mardi soir la démonstration a été encore plus complète quand on a entendu Mgr Turinaz, l'évêque de Nancy, qui a parlé dans la même séance que le pasteur Rochat, de Genève.

D'ailleurs, la composition du bureau du congrès montre déjà qu'il n'est pas l'œuvre d'un seul homme; Mgr Turinaz y voisine, parmi les vice-présidents d'honneur, avec M. Millerand, député de Paris.

Le président d'honneur est M. Th. Roussel, et le président effectif, M. le docteur Legrain, médecin en chef de l'asile de Ville-Evrard.

Le docteur Legrain sera l'âme de ce congrès, dont il a été l'organisateur.

Depuis des années, il est au premier rang de ceux qui ont juré de vaincre, pour l'honneur de leur pays et de leur race, l'épouvantable fléau! Il en a vu les victimes dans les asiles d'aliénés, où elles se chiffrent dans la proportion de neuf sur dix — la même proportion se rencontre dans les prisons — et lui, qui était plutôt un homme d'étude, dont l'action ne devait pas s'étendre au-delà de sa clientèle naturelle, il s'est fait propagandiste et il est devenu apôtre. Il a fondé l'Union française anticoolique, qui compte actuellement 435 sociétés locales et 35,000 adhérents.

On le dit atteint d'une idée fixe, et il ne s'en défend pas. Mais ce serait en fait le contraire que de le présenter comme un aliéné qui voit partout des aliénés. Non, il se borne à voir des alcooliques là où il y a des alcooliques.

Sa figure très fine, encadrée dans une barbe très brune, ne laisse pas soupçonner la flamme ardente et généreuse qui brûle dans son cœur. Mais dès qu'il parle, il se transforme; on sent le combattant énergique, résolu, connaissant admirablement le terrain des opérations, et on le suit haletant, subjugué, vaincu et convaincu.

Son discours d'ouverture est tout le programme de la campagne. Il appelle l'œuvre de la tempérance une œuvre de solidarité internationale. Les congrès sont comme le quartier général où la jeune armée anticoolique de chaque nation vient au rapport. La France s'est longtemps léchée; elle n'a pas cru le mal aussi profond qu'elle l'est; elle se flattait de le guérir par la simple modération; elle sent aujourd'hui le besoin de mesures plus énergiques. Notre législation est presque tout entière à faire dans ce sens; ce qui existe n'est pas appliqué. La loi sur l'ivresse publique est dans un coma profond. Mais, avant de demander au gouvernement d'agir, il faut mettre en mouvement l'initiative personnelle. Il n'y a pas d'institution stable dans une société si elle n'est voulue de tous. Les Sociétés anticooliques tendent à ce but. On ne saurait pas parmi nous l'homme qui s'abstient; on comprend que l'abstinence n'est pas un ridicule ascète, qu'il est tout simplement l'homme qui refuse de s'empoisonner.

Le docteur Legrain, en terminant, déclare qu'il est on ne peut plus allié au mouvement anti-alcoolique c'est la femme. Le docteur Legrain a ses raisons personnelles de parler ainsi. Mme Legrain aussi éloignée que possible du type d'âge classique de la féministe, est la collaboratrice infatigable de son mari. Elle crée des groupements de femmes, elle organise des restaurants de tempérance, elle visite des familles d'ivrognes, elle s'occupe des enfants... Elle nous en voudra de divulguer tout cela; mais nous en sommes pourtant pas forcés de respecter sa modestie — quoi qu'elle s'habille en violet — jusqu'à ne pas lui rendre justice.

Les délégués étrangers, qui parlent après M. Legrain, ont tous un mot très aimable pour la France qui demeure à leurs yeux « une des génératrices les plus fécondes de toutes les nobles causes ». La parole du baron Mollerus, gouverneur de la Guelde et délégué de la Hollande, a été particulièrement remarquée. Moins réservé, il eût pu apporter au congrès plus d'une leçon de choses. Son administration de la Guelde est marquée au coin de toutes les réformes de nature à moraliser une population. Il est admirablement secondé par la baronne Mollerus, qu'on appelle en Hollande « la reine de la Guelde », reine par la distinction et par la bonté.

Séance toute de discours, comme on le voit. C'est encore par des discours que commencera la séance de l'après-midi, qui est la séance officielle d'ouverture. La salle est plus remplie encore que le matin.

On rencontre, groupés autour du bureau ou éparpillés dans l'amphithéâtre, les principaux congressistes français.

Voici M. Lejeune, ministre d'Etat de Belgique, qui, s'il n'avait pas le visage tout rasé, nous rappellerait à s'y méprendre M. Jules Simon, aussi bien par son physique que par sa voix volontairement traînante, puis entraînée.

Voici Léon Mariller, trapu, souriant dans sa barbe — il est vrai qu'il sourit toujours — professeur d'histoire à l'École de Ville, maître de conférences à l'École des hautes études, aux connaissances universelles, à la foi ecuménique, se faisant tout à tous et combattant à côté de n'importe qui, pourvu que ce soit le bon combat.

Voici le grand aliéniste, le docteur Foré, bédicteux et athlétique, devant qui les buveurs même s'inclinent.

Voici M. le docteur Brouardel qui, avant d'entrer, s'arrête soucieux devant les graphiques, les courbes, les statistiques et tous les engins de guerre qui couvrent

les murs de l'amphithéâtre et des escaliers qui y conduisent.

Voici le pasteur Comte qui, dans ses longs cheveux et sa longue barbe, — qui conviennent bien à sa figure énergique et paisible — semble porter toute la poussière du centre houiller où il exerce son ministère. Frappé de privation de traitement pour cause de dreytisme aigu, il déclare n'en pas vouloir à M. Dupuy, et il écoute avec componction son sous-secrétaire d'Etat, M. Legrand.

M. Legrand apporte au congrès toute la sympathie du gouvernement. « Les pouvoirs publics, dit-il, sont avec vous. L'enseignement anticoolique est déjà organisé dans les écoles primaires et dans les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. Le Parlement a voté le dégrèvement des boissons hygiéniques et aura à s'occuper prochainement de la proposition de loi de MM. Siegfried et Béranger tendant à la limitation des cabarets ». M. Legrand ne dit pas, pourtant, que le gouvernement appuiera cette proposition. Il ne veut évidemment pas se brouiller dès maintenant avec la redoutable corporation des cabaretiers.

M. Bayet, qui représente le ministre de l'Instruction publique, montre tout le travail accompli depuis 1887 par le personnel enseignant. Dans chaque commune l'instituteur, au risque d'inimitiés qu'il explique tout bien les intérêts légitimes, se jette vaillamment dans la mêlée. Le résultat de ces efforts se voit déjà dans certaines régions. Ainsi, dans l'arrondissement de Riom, un commissionnaire en spiritueux faisait entendre ces doléances : « Les commissions se font rares. Les maîtres d'école se livrent depuis quelque temps à une campagne qui ne laisse pas d'être inquiétante pour nous ».

M. Bayet voudrait que, pour éloigner du cabaret, on institût dans chaque commune une salle de réunion, de fêtes, de rendez-vous où les hommes pussent se rencontrer. Il voudrait aussi que les ménages rendissent leur intérieur attrayant, coquet, avec ces mille petits riens, d'une idée germe facilement dans la tête d'une femme résolue à disputer son mari à l'auberge et à le garder à la maison.

M. Bayet, très écouté et applaudi jusqu'à la fin, ne l'est pas autant quand il dit que c'est à l'alcool que le ministère de l'Instruction publique fait la guerre, et nullement au vin, à la bière et au cidre. On se rend compte à ce moment que les abstinentes — qui s'abstiennent de toute boisson fermentée — l'emportent de beaucoup au congrès sur les tempérants qui ne proscrirent que la consommation de l'alcool pur et l'abus des boissons fermentées.

Avec M. Buisson, professeur à la Sorbonne et prédécesseur de M. Bayet à la direction de l'enseignement primaire, comment véritablement les travaux du Congrès. Il monte à la tribune pour traiter le sujet à l'ordre du jour : *Le rôle de la jeunesse universitaire dans la lutte contre l'alcoolisme*.

Dn moins, il doit le traiter. Mais il se borne à l'effleurer, délayant une idée déjà émise par M. Bayet, qu'il faut entourer l'ouvrier, lui créer un milieu sain et bienfaisant où il puisse satisfaire le besoin de sociabilité dont il va trop souvent chercher la satisfaction au cabaret. Il discourt de M. Buisson est suivi de plusieurs autres qui, comme le sien, ne sont que des discours aux données floues et générales, alors que dans un Congrès on cherche quelque chose de plus précis, de plus positif, des armes offensives et défensives.

La deuxième journée s'ouvre par les travaux des Commissions, ceux-là vraiment profonds, scientifiques, et sur lesquels nous reviendrons dans une étude d'ensemble sur l'œuvre du congrès. Dans l'après-midi, grande réception dans les salons de l'Hôtel de Ville.

M. Lucipia, président du Conseil municipal, entouré de M. Bruman, et de M. Laurent, secrétaires généraux, a souhaité la bienvenue aux congressistes en des termes qu'ils ont eu la naïveté de trouver au moins étranges. Ne leur a-t-il pas dit, en effet, qu'il ne fallait pas toucher à la classe si intéressante des cabaretiers; que le nombre de buveurs ne dépendait nullement du nombre de cabarets; que si on fermait un certain nombre de cabarets, les autres profiteraient de la clientèle? M. Lucipia ne sait pas sans doute ce qui s'est passé en Suède, en Norvège, en Hollande, où la diminution du nombre de cabarets a amené immédiatement une diminution considérable du nombre d'alcooliques. Il ne sait pas non plus que s'il y a des buveurs qui s'abstiennent, il y en a qui ne font que passer et qui vont de cabaret en cabaret, « jusqu'à extinction d'occasions ». Voilà les réflexions chagrines qui ont soulevé le discours présidentiel, qui sera au contraire accueilli avec allégresse par ce qu'on est convenu d'appeler, hélas! « les grands électeurs de Paris ».

Le soir, il a fallu quitter l'amphithéâtre où se tiennent les séances ordinaires pour se transporter en face, dans l'ancien théâtre de l'Ecole de médecine pratique. La foule était considérable. C'est qu'il y avait à l'ordre du jour : *Le rôle des clergés dans la lutte anticoolique*, avec un évêque et un pasteur protestant comme orateurs. Cet assemblage, que nous avons déjà signalé, n'est pas ordinaire. Nous saluons Mgr Turinaz et le pasteur Rochat avant leur entrée en séance. Ils se donnent une cordiale poignée de main et ils apparaissent, à travers leur diversité de personne et de costume, comme de vrais frères d'armes.

Le pasteur Rochat est grand, mince, les cheveux et la barbe légèrement frisés, le regard d'une infinie douceur et à certains moments, quelque peu exalté. Il a fondé la *Croix bleue* dont l'action en Suisse et en France a été immense, et il assiste ici — il ne s'en cache pas — à un de ses triomphes.

Mgr Turinaz a vraiment grand air. On voudrait le voir la crosse à la main, la mitre sur la tête. Il vous donne la sensation de ces évêques des âges héroïques qui savaient arrêter d'un geste, d'une parole les fléaux humains persécuteurs de l'Eglise, dévastateurs des peuples.

M. Rochat dit que le pasteur est conducteur d'hommes; que les conduire c'est les garder, les défendre contre eux-mêmes, se priver avec eux, souffrir, s'il le faut, pour eux afin de les sauver. Les sauver! ou ce devoir s'impose-t-il plus nettement qu'en face de l'alcoolisme? Pour tout l'alcoolisme est un fléau, pour le chrétien l'alcoolisme est un fléau et un péché.

Tout péché peut être vaincu par la force de Dieu unie à la volonté de l'homme. Voilà pourquoi les hommes de foi ont précédé les hommes de science dans la lutte contre l'alcoolisme. Mais aujourd'hui hommes de science et hommes de foi se rencontrent dans une œuvre commune. La foi qui opère des miracles en relevant des buveurs — et en Suisse il n'y a pas moins de 5,200 buveurs relevés — fournit des faits nouveaux à la science qui ne croyait pas à la possibilité de relever les buveurs.

Mgr Turinaz croit, lui aussi, que le sacerdoce doit être à l'avant-garde de la lutte contre tout mal, de l'alcoolisme surtout, un péril qui a signalé depuis longtemps dans une brochure répandue à plus de quinze mille exemplaires.

Le clergé catholique n'a pas failli à cette mission qui s'est imposée à lui autrefois parce que l'alcoolisme était surtout le lot des pays du Nord. C'est pourtant lui qui a fondé en Irlande la toute première société tempérance. Maintenant que le mal nous a envahis, on verra de quel nos prêtres sont capables. Dans le diocèse de Nancy ils sont déjà tous à l'œuvre. Par l'Instruction, par le catéchisme, par les patronages, par les écoles ménagères, par une propagande qui ne se lassera pas, ils lutteront et ils vaincront.

Mgr Turinaz lui, en terminant, une lettre du Pape à l'évêque de Saint-Gall, qui est une approbation sans réserve de la croisade contre l'alcoolisme.

Protestants, catholiques, libres penseurs, gens de tous pays, qui composaient cet immense auditoire, ont acclamé le pasteur et l'évêque.

Le clou de la troisième journée — et probablement le clou du congrès — c'est le discours prononcé dans l'après-midi de la journée d'hier par M. Van der Velde, député socialiste belge, discours fait de science, d'érudition, de loyauté et d'éloquence sur ce sujet : *L'alcoolisme et les conditions du travail chez l'ouvrier en Belgique*. Beaucoup des propositions de M. Van der Velde, beaucoup de ses affirmations sont très discutables et très contestables. Mais il a été d'un haut souffle, et l'assemblée — où il n'y avait certainement pas cinq socialistes — était frémissante d'émotion et d'enthousiasme quand il s'écria, pour finir : « Il faut un idéal, une mission quelconque, catholisme, protestantisme, socialisme pour agir efficacement sur les ouvriers. Il faut avoir le courage de leur dire : « Des ouvriers qui se remissent de genévère ne sont pas capables de marcher avec nous à la conquête d'un monde meilleur. Ceux qui aspirent à la direction morale d'un peuple doivent se maîtriser tout d'abord ! »

On a fait remarquer la part cordiale que M. Lejeune a prise à l'ovation faite à son compatriote qui est loin d'être son coreligionnaire politique.

Agrippa.

**Le départ de l'escadre pour Cagliari**  
(Par dépêche de notre correspondant particulier)  
Toulon, 6 avril.  
L'escadre de manœuvre de la Méditerranée occidentale et du Levant a reçu l'ordre ce soir de quitter Toulon demain matin, à neuf heures, pour aller saluer à Cagliari le roi et la reine d'Italie effectuant un voyage en Sardaigne. Voici la composition exacte de la force navale qui va représenter la France à côté des navires allemands, anglais et autrichiens. Première division : cuirassés *Brennus*, portant le pavillon du vice-amiral Ernest Fourrier, commandant en chef l'escadre, commandé par le capitaine de vaisseau Boue de Lapeyrière; *Masséna*, commandé par le capitaine de vaisseau Kiesel; *Bouvet*, capitaine de vaisseau Noël.

Deuxième division : cuirassés *Charles Martel*, portant le pavillon de M. le contre-amiral Roustau, capitaine de vaisseau Chocheprat; *Carnot*, capitaine de vaisseau Ravel; *Jauréguiberry*, capitaine de vaisseau Daniel.

Escadre légère : croiseurs cuirassés *Pothuau*, portant le pavillon de M. le contre-amiral Marchal, capitaine de vaisseau Martin d'Arhel; *Latouche-Tréville*, capitaine de vaisseau Richard d'Abnour; *Chanzy*, capitaine de vaisseau Dufayot de La Maisonnewe; *Du Chayla*, capitaine de vaisseau Thierry; *Cassard*, capitaine de vaisseau Chevalier; croiseur-porte-torpilleur *Foudre*, capitaine de vaisseau Massenet; croiseurs de 3<sup>e</sup> classe *Lavoisier*, capitaine de frégate Winter; *Gallieni*, capitaine de frégate Perrin; *Linois*, capitaine de frégate Le Breton.

Torpilleurs de haute mer et avisos-torpilleurs : *Léger*, *Forban*, *Fibustier*, *Coureur*, *Sarrasin*, *Cyclone*, *Éclair* et *Chevalier*. En somme, la France sera représentée par six cuirassés de premier rang, six grands croiseurs, trois croiseurs de troisième rang, huit avisos-torpilleurs et torpilleurs de haute mer, placés sous le commandement en chef d'un vice-amiral et de deux contre-amiraux.

Depuis 1892, c'est-à-dire depuis les fêtes du quatrième centenaire de Christophe Colomb à Gènes, la France n'avait plus envoyé aucune force navale aux fêtes italiennes saluer le souverain. A cette époque, nous n'avions envoyé que quatre cuirassés, sous les ordres du vice-amiral Riunier.

Dés son arrivée à Cagliari, l'amiral Ernest Fourrier ira à bord du vaisseau battant pavillon royal pour présenter au roi et à la reine d'Italie les sympathies du gouvernement français. On assure que l'amiral est porteur d'une lettre autographe du Président de la République pour S. M. Humbert I<sup>er</sup>. Le séjour de l'escadre en Sardaigne sera d'une dizaine de jours.

Fallois.

**AVIS DIVERS**  
EN UNE SEULE APPLICATION, recoloration naturelle des cheveux blancs par la BMMATRICINE inoffensive. Indiquer nuance : 6 fr.; mandat, 6 fr. 85. *Parfumerie Exotique*, 35, rue du Quatre-Septembre.

**LANGHAM HOTEL**, rue Boccador, av. de l'Alma, Ch.-Élysées, 1<sup>er</sup> ord.

**PARDS DE TOILETTE** et la ville et le théâtre. Ch. Fay, parfumeur, 9, r. de la Paix, Paris.

**CHÈVRES ABONDANTS** et sains, en dénuement les pellicules par la LOTION VERTE de LENTHIER, 245, rue Saint-Honoré, Paris. 5 francs — Franco 5 francs 85.

**GUERISON CERTAINE**, soulagement immédiat des Rhumes, Toux, Bronchites, par le SIROP et la PATE PECTORALE au

**BAUME DU CANADA**  
Le flacon de Sirop, 2 francs

La boîte de Pâte, 0 fr. 90  
PHARMACIE NORMALE, 17 et 19, rue Drouot, 15 et 17, rue de Provence, Paris.

**M<sup>me</sup> LACHAPÈLE**, maîtresse sage-femme, reçoit, en consultation, de 2 à 4 h., 27, r. Monthabor, les dames malades, stériles ou enceintes

**PHYSIONOMIE PIQUANTE** grâce à la SEVE SOURCILIERE, qui arrête la chute des cils et des sourcils, les fait repousser et les brunit. *Parf. Ninon*, 31, rue du 4-Septembre.

## Nouvelles Diverses

LA SANTE PUBLIQUE

Le nombre des décès a encore augmenté. Voici les chiffres des cinq dernières semaines : 9<sup>e</sup>, 1,051; 10<sup>e</sup>, 1,195; 11<sup>e</sup>, 1,205; 12<sup>e</sup>, 1,341, et 13<sup>e</sup>, qui vient de s'écouler, 1,331... Or, la moyenne de la saison n'est que de 1,057.

Cette augmentation est due, non-seulement à la grippe qui continue sous toutes ses formes, mais aussi à la diarrhée infantile qui, tout à coup, a pris une brusque et forte extension. Enfin la rougeole et la coqueluche ont fait nombre de victimes.

On a célébré à Paris 295 mariages et enregistré la naissance de 1,206 enfants vivants, 569 garçons et 637 filles.

LE CRIME DE CHOISY-LE-ROI

Nous avons raconté hier que Plateaux, dit « le Chacal », soupçonné d'être l'auteur de l'assassinat de la jeune Gabrielle Martin, continuait à protester de son innocence, bien qu'on lui représentât les charges relevées contre lui. Il n'est pas sorti du système de défense qu'il a adopté et il paraît si sûr de lui qu'il ne fait que répéter :

— Puisque vous êtes des malins, prouvez-moi que je suis coupable !

On l'aurait certainement remis en liberté sans l'histoire sauteuse qui a décidé le juge à le mettre hier sous mandat de dépôt.

Plateaux, en effet, ainsi que nous l'avons dit, a tenté d'abuser d'une mère et de ses deux enfants. Il a été confronté avec eux. Mais il n'avait l'attentat qu'en ce qui concerne l'aine des enfants, âgé de seize ans.

On le gardera donc à la prison de la Santé pour l'Instruction de cette affaire. Cela n'empêchera pas l'enquête de continuer au sujet de l'assassinat de la petite Martin.

Le docteur Floquet, le distingué médecin en chef du Palais de justice et du Tribunal de commerce, vient d'être frappé dans ses plus chères affections. Son fils, Jacques-Rémy, âgé de onze ans, a été emporté avant-hier par une maladie foudroyante.

Les obsèques auront lieu aujourd'hui à midi, en l'église Saint-Pierre de Montrouge.

Il a été perdu, entre le numéro 5 du boulevard des Italiens et Neuilly-sur-Seine, un manuscrit de vingt-quatre pages, écrit à l'encre bleue et enroulé dans une enveloppe blanche.

On est instamment prié de rapporter, 45, rue Perronet, à Neuilly, ce manuscrit qui ne peut être d'aucune utilité pour personne.

M. A., entrepreneur de travaux publics, demeurant 59, quai de Valmy, s'absentait ces jours derniers pour aller passer à la campagne les vacances de Pâques.

Il trouva, en rentrant, son appartement complètement mis à sac. La porte d'entrée avait été fracturée en plus de vingt endroits, ce qui indique que les cambrioleurs sont novices dans le métier.

Ils n'en ont pas moins emporté, sans être inquiétés, de nombreux objets de valeur et une somme de 12,000 francs, renfermée dans une armoire qu'ils ont brisée.

M. Guilhaud, commissaire de police du quartier, recherche les coupables.

PARIS LA NUIT

Plusieurs jeunes gens menant grand scandale, hier, vers une heure du matin, dans un défilé de vins de la rue du Chemin-Vert, se sont déshonorés par le chef de l'établissement. Dans la rue, ils se prirent de querelle et ils en vinrent aux mains.

La rixe ne tarda pas à prendre de sérieuses proportions et les couteaux sortirent des poches. Plusieurs des combattants ont reçu de sérieuses blessures. L'un d'eux, surtout, Charles Angé, vingt-cinq ans, eut un coup de couteau dans le dos étendu ensanglanté







